

■ Du glyphosate dans leurs urines ■ Samedi matin, à Ruffec, cinquante personnes ont voulu en avoir le cœur net ■ Une opération nationale qui débouchera sur une plainte ■ «Pour faire changer les choses».



Sous le contrôle d'Emmanuel Marquet (à gauche), huissier, quarante-neuf «pisseurs», comme Rémy Potin, sont venus confier leur échantillon d'urine.

Photos Majid Bouzzit

Qu'est-ce qui est mesuré?

Les urines prélevées samedi matin seront envoyées dans un laboratoire allemand, situé à Leipzig. «Il mesurera le taux de glyphosate par millilitre, assure André Puygrenier. Et non pas le taux d'AMPA (acide aminométhylphosphonique)», ce traceur est remis en cause par certains syndicats agricoles qui pointent que cette molécule peut être due à la dégradation de détergents (comme la lessive). «Le laboratoire à qui nous confions nos analyses a une très forte expérience dans ce domaine suite au même mouvement d'analyses qui a eu lieu en Allemagne», explique encore André Puygrenier. C'est ce laboratoire qui avait fait les analyses lors du reportage d'Élise Lucet pour Envoyé Spécial en janvier dernier. Il n'existe pas actuellement de normes fixant un taux minimal de glyphosate dans les urines au-delà duquel la santé serait en danger. «On se fie à ce qui existe pour l'eau potable», précise Isabelle Provost, soit 0,1 nanogramme par millilitre, tel que fixé par la norme européenne. Les premiers résultats ailleurs en France montrent que 94 % des participants à ces tests présentent un taux supérieur. «Dans les autres départements qui ont déjà fait les tests, comme en Ariège par exemple, les personnes présentaient même souvent 10 à 12 fois ce taux».

Glyphosate: ils ont testé leurs urines

Se lever aux aurores. Aller, à jeun, uriner dans un tube après avoir été contrôlé en sous-vêtements par un huissier. Ce samedi matin, ils étaient quarante-neuf «pisseurs», comme certains se surnomment eux-mêmes, à se presser derrière de grands rideaux à la Canopée à Ruffec. Objectif: donner à analyser leurs urines pour en connaître le taux de glyphosate, l'un des herbicides les plus utilisés dans l'agriculture et accusé d'être un cancérigène probable. L'opération «J'ai des pesticides dans mes urines, et toi?», nationale, est organisée en Charente par le collec-

tif Vigilance OGM et pesticides 16, avec le soutien des Coquelicots. «Soixante départements sont en train d'organiser de tels prélèvements en France», décrit André Puygrenier, membre du collectif. À l'horizon: un dépôt de plainte massif pour mise en danger de la vie d'autrui contre «les instances qui ont autorisé la mise sur le marché du glyphosate», dit encore André Puygrenier. L'événement, une première en Charente, a pris d'autant plus de poids samedi que la veille, l'Assemblée a repoussé l'interdiction de la fabrication de pesticides vendus en dehors de l'Union européenne de trois ans, à 2025. Parmi la cinquantaine de testeurs, à Ruffec, tous les profils. «Les gens viennent pour la plupart du

coin, 40 km maximum, mais Isabelle Provost, du collectif organisateur. Certains ont aussi fait le voyage des Deux-Sèvres ou de la Vienne.»

Dépôt de plainte

Des grands-parents, des parents et même des enfants. Beaucoup disent manger bio. Quelques-uns ont grossi les rangs de la «marche du siècle» l'après-midi à Angoulême (lire page suivante). On croise des militants Verts, comme Pierre-Marie Coiteux, du groupe Nord-Charente EELV. Ou des élus, comme Jean-Jacques Cetrain, maire d'Alloue qui espère «faire avancer un gouvernement très frileux face aux lobbies». Fabrice Geoffroy, maire de

Courcôme, a également fait le test «en observateur et par intérêt pour la démarche scientifique.» L'opération affichait complet, malgré le coût: 85€ par personne. Une cagnotte a été mise en place pour venir en aide à ceux qui n'ont pas les moyens de le financer. En outre, 50€ environ de frais d'organisation par personne sont supportés par le collectif. Le prix total comprend l'action en justice, d'où la présence d'Emmanuel Marquet, huissier, chargé d'attester la validité des prélèvements. Un procédé que n'apprécie pas Christian Daniau, président (FNSEA) de la chambre d'agriculture de la Charente. «On est dans l'attaque sans aucune preuve, regrettait récemment

le céréalier. Ils ne trompent de combat. Nous, on a envie de leur dire: on s'est toujours adaptés, laissez faire les professionnels.» Du côté des «pisseurs», on sait que ce test n'est pas bien pris par certains agriculteurs «mais il ne faut pas le prendre comme une agression», souligne Fabrice Geoffroy. Surtout qu'il n'y a pas qu'eux qui sont responsables. Mais pour nous, citoyens, il y a aussi un devoir d'information.» Les résultats des tests seront connus d'ici trois semaines. Une prochaine séance aura lieu le 30 mars à Ruelle. Mais devant l'afflux de demandes dans le département, le collectif Vigilance OGM et Pesticides 16 proposera une troisième séance le 18 mai à Cognac.

Stéphane Arnaud et Maëva, Villegâts

“ Pour faire évoluer la législation



Stéphane Arnaud, 50 ans, est venu tôt de Villegâts avec sa fille Maëva, 10 ans, pour faire le test. «On voudrait savoir, on est curieux du taux de glyphosate que l'on va présenter parce que l'on vit entourés de champs», explique cet employé communal «dans les jardins depuis 1997» et qui s'intéresse au bio depuis 1998. Père et fille ont discuté

ensemble du test. N'empêche, pas facile pour Maëva de se réveiller de bonne heure un samedi matin. «Mais j'ai compris ce que l'on allait faire», promet la toute jeune fille. Dont le père pointe un paradoxe: «il y a une norme pour le taux de glyphosate autorisée dans l'eau potable, mais pas pour celui dans le corps, c'est bizarre quand même.» Une fois ses résultats et ceux de sa fille connus, Stéphane Arnaud s'associera à la plainte collective. «J'espère que cela permettra de faire évoluer la législation, et je pense surtout à nos enfants, pour plus tard.»

Lucette Thivet, Courcôme

“ Il faudrait qu'il y ait un déclic



Lucette Thivet a 67 ans et si elle a fait le test samedi, c'est parce qu'elle «pense à [ses] enfants et petits-enfants». Elle est d'ailleurs venue à Ruffec accompagnée de l'une de ses petites-filles. «Avant, nous vivions à Nantes. Nous sommes venus en Charente pour l'air pur mais quand les agriculteurs traitent, on doit fermer nos fenêtres! En ce moment, sous

l'action du glyphosate, on voit les champs changer de couleur, nous on mange 100 % bio, mais l'air que l'on respire, on ne le choisit pas». Lucette Thivet se dit «inquiète». Notamment à cause de la multiplication des maladies liées aux pesticides. «On espère qu'à force de dénoncer, les pouvoirs publics vont enfin prendre conscience.» Et les agriculteurs qui disent ne pas pouvoir se passer du glyphosate? «Bien sûr qu'ils ne peuvent pas se convertir d'un coup, mais on espère qu'ils vont finir par s'inquiéter de la santé de tous, de la leur aussi et de celle de leurs enfants. Il faudrait qu'il y ait un déclic.»

Cécile Fourquet, Alloue

“ Surtout pas jouer les uns contre les autres



«On a envie que les choses bougent». Cécile Fourquet, 41 ans, a fait le test avec une poignée de voisins d'Alloue. «Ça va dans le sens de notre démarche écolo. Ce qui m'a aussi donné envie de participer, c'est le fait que l'on puisse porter plainte: attaquer en justice, c'est le seul truc qui va les faire bouger. Ça et le boycott.» Cécile Fourquet salue le gros travail du

collectif organisateur: «on va pouvoir amener des faits. Savoir si j'ai du glyphosate dans mon corps, je m'en doute. Moi, c'est l'action collective qui m'intéresse: le politique ne fera rien, le changement passera par l'initiative associative et locale. Et là, on est en plein dedans.» La quadragénaire, fille de viticulteurs, sait que ces tests sont mal vus dans le monde agricole, «mais le but n'est pas d'attaquer les agriculteurs! Les lobbies oui, le gouvernement aussi, mais ni les individus ni les professionnels. L'idée n'est surtout pas de jouer les uns contre les autres.»